

**Rapport statistique sur la clientèle
des programmes d'assistance sociale**

JANVIER 2010

Adresse internet

www.mess.gouv.qc.ca/statistiques

Direction de la statistique

Direction générale adjointe de la recherche, de l'évaluation et de la statistique

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

425, St-Amable, 4e étage

Québec (Québec)

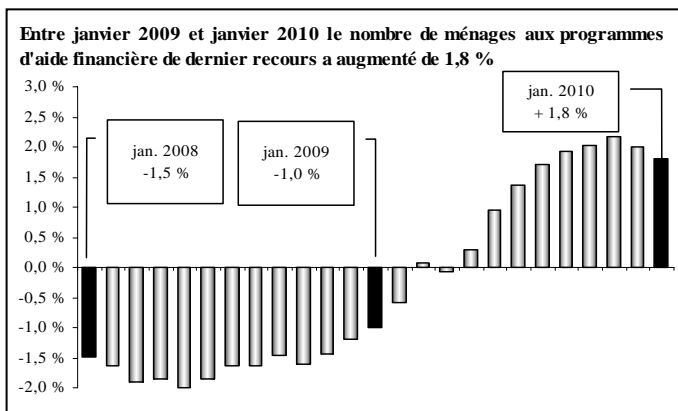
G1R 4Z1

PORTRAIT DES MÉNAGES PRESTATAIRES DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS

Données officielles de janvier 2010 et estimations jusqu'en mars 2010

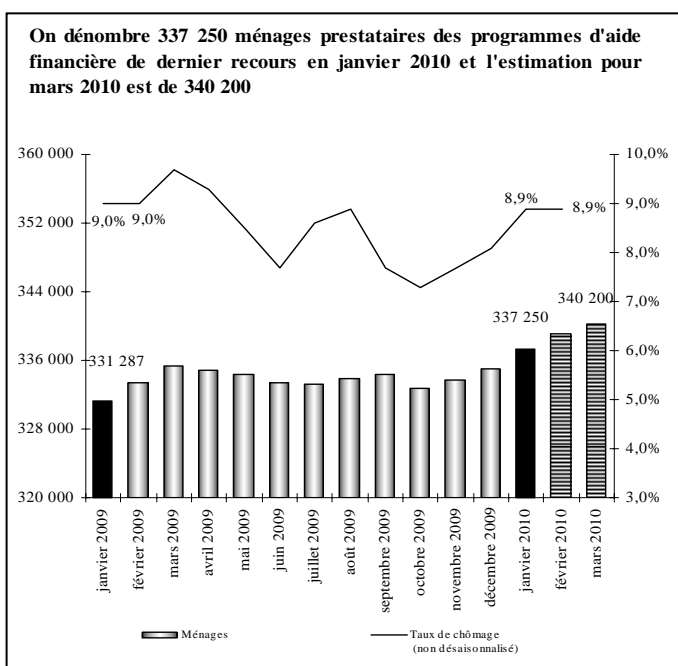
Comparaison entre janvier 2010 et janvier 2009 :

- ▶ En janvier 2010, on compte 337 250 ménages présents aux programmes d'aide financière de dernier recours, ce qui représente une augmentation de 5 963 ménages (↑ 1,8 %) par rapport à l'année précédente. À titre de comparaison, le nombre de ménages avait plutôt baissé de 1,0 % en janvier 2009 (comparativement à janvier 2008).
- ▶ En janvier 2010, il y a 373 932 adultes (↑ 6 508 ou ↑ 1,8 %) et 114 706 enfants (↑ 1 741).
- ▶ En janvier 2010, on dénombre 488 638 prestataires, soit 8 249 de plus qu'à pareille date l'an dernier (↑ 1,7 %) alors qu'on y observait une baisse de 1,6 % entre janvier 2008 et janvier 2009.
- ▶ En janvier 2010, l'aide moyenne versée est de 717,96 \$ par ménage, l'aide totale versée se chiffrant à 242,1 millions de dollars (↑ 5,1 millions ou ↑ 2,2 %).



Estimations pour mars 2010 :

- ▶ Entre février 2010 et mars 2010, l'estimation présente une augmentation de 1 100 ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours (+ 1 000 ménages au Programme d'aide sociale et + 100 ménages au Programme de solidarité sociale). L'estimation du mois de mars 2010 se base sur l'évolution du nombre de chèques ou dépôts directs émis le 1^{er} mars 2010 par rapport au 1^{er} février 2010 (↑ 925 chèques) ainsi que sur la tendance observée pour la même période dans les années antérieures.
- ▶ Cette évolution à la hausse du nombre mensuel de ménages se traduit par une augmentation de 1 300 adultes et une hausse de 500 enfants, correspondant à une hausse estimée de 1 800 prestataires entre février 2010 et mars 2010.

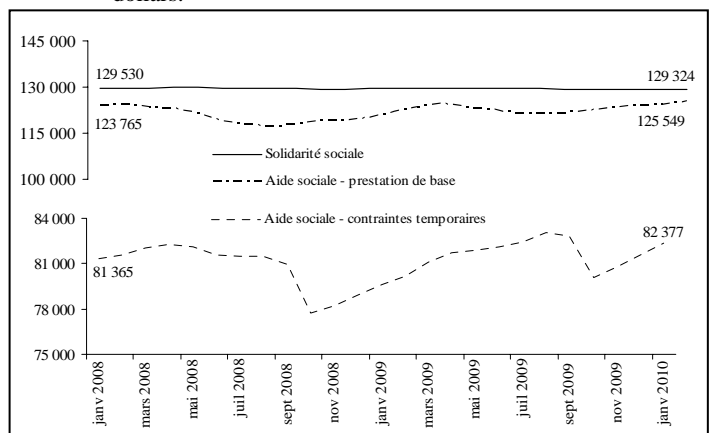


Observation du taux de chômage :

- ▶ Entre février 2009 et février 2010, le taux de chômage (données non désaisonnalisées) a diminué, passant de 9,0 % à 8,9 % pour les deux mois de référence. Par ailleurs, on constate une augmentation de quelques 41 300 emplois par rapport à février 2009.

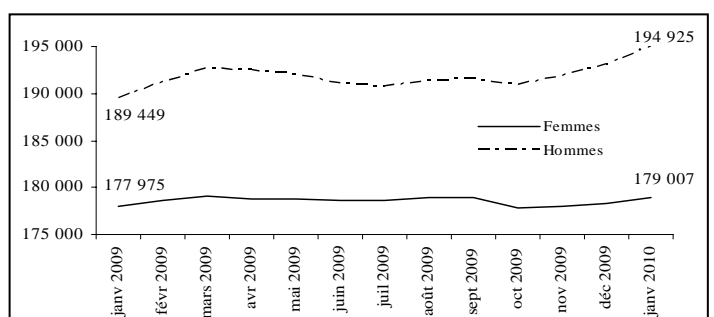
Répartition des ménages prestataires selon le programme :

- ▶ En janvier 2010, on compte 207 926 ménages prestataires du Programme d'aide sociale, soit 61,7 % de l'ensemble des 337 250 ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours.
 - Cela représente une hausse de 3,2 % par rapport à l'année précédente alors qu'en janvier 2009 on y observait une baisse de 1,8 %.
 - Ces ménages représentent 234 644 adultes et 104 722 enfants pour un total de 339 366 prestataires. Ces derniers sont en hausse de 2,9 % par rapport à l'an dernier (↑ 9 494 prestataires) alors qu'on y observait une baisse de 2,1 % en janvier 2009.
 - 60,4 % des ménages prestataires du Programme d'aide sociale reçoivent seulement une prestation de base alors que 39,6 % reçoivent en plus une allocation pour contraintes temporaires.
 - En janvier 2010, l'aide moyenne versée aux ménages prestataires du Programme d'aide sociale est de 649,33 \$, l'aide totale versée se chiffrant à 135,0 millions de dollars.
- ▶ En janvier 2010, on dénombre 129 324 ménages prestataires du Programme de solidarité sociale, soit 38,3 % de l'ensemble des ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours.
 - Cela représente 443 ménages de moins que l'année précédente alors qu'en janvier 2009 on y observait une hausse de 0,2 %.
 - En janvier 2010, il y a 139 288 adultes et 9 984 enfants au Programme de solidarité sociale, pour un total de 149 272 prestataires. Ces derniers sont en baisse de 0,8 % par rapport à l'an dernier (↓ 1 245 prestataires) comparativement à -0,4 % en janvier 2009 (comparativement à janvier 2008).
 - En janvier 2010, l'aide moyenne versée aux ménages prestataires du Programme de solidarité sociale est de 828,32 \$, l'aide totale versée se chiffrant à 107,1 millions de dollars.



Situation des femmes aux programmes d'aide financière de dernier recours en janvier 2010 :

- ▶ Les femmes représentent 47,9 % de l'ensemble des 373 932 adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours en janvier 2010.
 - Chez les jeunes âgés de moins de 25 ans, les femmes représentent 50,0 % de l'ensemble des jeunes adultes prestataires.
- ▶ Depuis quelques années, le nombre de femmes est toujours moins élevé que le nombre d'hommes (179 007 femmes contre 194 925 hommes en janvier 2010). Entre janvier 2009 et janvier 2010, on constate que l'augmentation du nombre de femmes prestataires (↑ 0,6 %) est beaucoup plus faible que celle du nombre d'hommes (↑ 2,9 %).



PORTRAIT DES ADULTES PRESTATAIRES DU PROGRAMME D'AIDE SOCIALE

Données officielles janvier 2010

En janvier 2010, on dénombre 234 644 adultes prestataires du Programme d'aide sociale.

Situation des adultes prestataires en fonction du type de contraintes à l'emploi en janvier 2010 :

- ▶ Comparativement à l'année précédente, le nombre d'adultes **sans contraintes** a augmenté de 4 437 (passant de 140 559 à 144 996 ou \uparrow 3,2 %). Ceux-ci représentent 61,8 % de l'ensemble des adultes prestataires du Programme d'aide sociale.
- ▶ Les adultes avec **contraintes temporaires** – principalement pour raisons de santé, d'âge, de grossesse et de charge d'enfants âgés de moins de cinq ans ou handicapés – ont enregistré une hausse de 3,4 % depuis un an (passant de 86 730 à 89 648). Ils représentent 38,2 % de l'ensemble des adultes prestataires du Programme d'aide sociale.
- La durée moyenne de présence cumulative des adultes avec contraintes temporaires s'établit à plus de 11 ans (135,8 mois) alors que celle des adultes sans contraintes à l'emploi est de près de 9 ans (106,4 mois). L'écart observable est principalement lié au fait que les adultes avec contraintes pour raison d'âge (55 ans et plus) cumulent en moyenne plus de 15 ans et demi à l'aide financière de dernier recours (189,2 mois).
- Les femmes sont plus nombreuses chez les adultes avec contraintes temporaires (63,2 % comparativement à 37,9 % chez ceux qui ne présentent aucune contrainte à l'emploi), principalement en raison de la présence d'enfants à charge âgés de moins de cinq ans.
- La diminution importante du nombre d'adultes avec contraintes temporaires, survenue entre les mois de septembre et d'octobre 2009, s'explique principalement par la perte de l'allocation pour contraintes temporaires chez les familles dont l'enfant a atteint l'âge de cinq ans avant le 1^{er} octobre.

Situation des chefs de familles monoparentales en janvier 2010 :

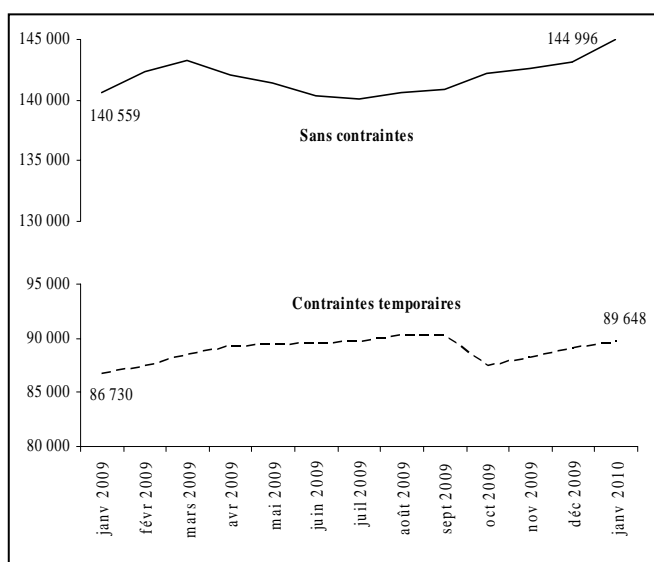
- ▶ On compte 38 802 familles monoparentales au Programme d'aide sociale. Les chefs de ces familles représentent, en janvier 2010, 16,5 % de l'ensemble des adultes prestataires du programme.
- ▶ En un an, soit entre les mois de janvier 2009 et de janvier 2010, le nombre de familles monoparentales a augmenté de 213 (\uparrow 0,6 %).
- ▶ La place qu'elles occupent parmi l'ensemble des ménages est passée de 19,1 % en janvier 2009 à 18,7 % en janvier 2010.
- ▶ 52,4 % des chefs de familles monoparentales au Programme d'aide sociale présentent des contraintes temporaires à l'emploi. La principale raison invoquée (77,3 %) est la présence d'enfants à charge de moins de cinq ans (incluant les cas de grossesse).

Situation des adultes nés hors du Canada en janvier 2010 :

- ▶ On compte 66 794 adultes nés hors du Canada et prestataires du Programme d'aide sociale, soit 3 055 adultes de plus que l'an dernier (\uparrow 4,8 %).
- ▶ Leur proportion parmi l'ensemble des adultes prestataires du programme a augmenté, passant de 28,0 % en janvier 2009 à 28,5 % un an plus tard.
- ▶ 64,9 % des adultes prestataires du Programme d'aide sociale nés hors du Canada sont au pays depuis trois ans et plus, alors que les nouveaux arrivants (moins de trois ans) et les revendicateurs du statut de réfugié représentent 35,1 % de l'ensemble des adultes prestataires du programme qui sont nés hors du Canada.

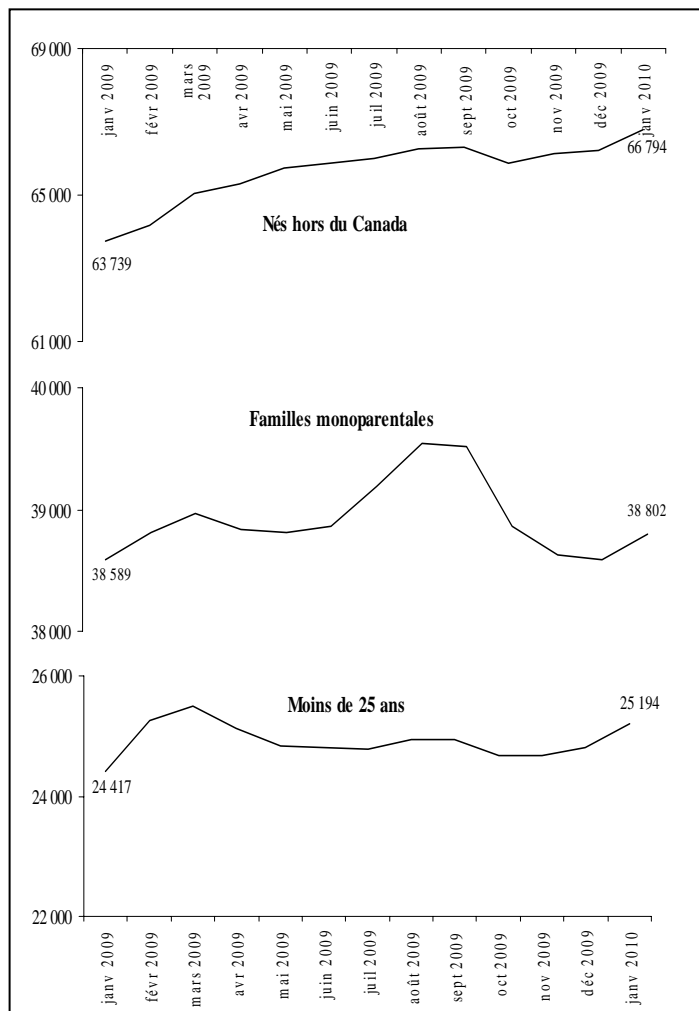
| Adultes prestataires du Programme d'aide sociale | Janvier 2010 | Taux de variation annuelle |
|--|----------------|----------------------------|
| Sans contraintes | 144 996 | + 3,2 % |
| Contraintes temporaires | 89 648 | + 3,4 % |
| TOTAL | 234 644 | + 3,2 % |

| | Janvier 2009 | Janvier 2010 | Taux de variation annuelle |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------------------|
| Jeunes de moins de 25 ans | 24 417 | 25 194 | + 3,2 % |
| Familles monoparentales | 38 589 | 38 802 | + 0,6 % |
| Adultes nés hors du Canada | 63 739 | 66 794 | + 4,8 % |
| TOTAL des adultes | 227 289 | 234 644 | + 3,2 % |



Situation des jeunes âgés de moins de 25 ans en janvier 2010 :

- ▶ On dénombre 25 194 jeunes âgés de moins de 25 ans au Programme d'aide sociale, soit 10,7 % de l'ensemble des adultes prestataires du programme.
- ▶ Entre les mois de janvier 2009 et de janvier 2010, le nombre de jeunes adultes âgés de moins de 25 ans a augmenté de 777 (\uparrow 3,2 %).
- ▶ 34,0 % des jeunes âgés de moins de 25 ans présentent des contraintes temporaires à l'emploi. Parmi ceux-là, 86,0 % ont des enfants à charge âgés de moins de cinq ans ou sont des femmes enceintes, et 13,4 % invoquent des problèmes temporaires liés à la santé.



PORTRAIT DES ADULTES PRESTATAIRES DU PROGRAMME DE SOLIDARITÉ SOCIALE

Données officielles de janvier 2010

En janvier 2010, on dénombre 139 288 adultes prestataires du Programme de solidarité sociale.

Situation des adultes prestataires en fonction du type de contraintes à l'emploi en janvier 2010 :

- ▶ Les adultes prestataires du Programme de solidarité sociale présentent des contraintes sévères dans la presque totalité des cas (130 842 ou 93,9 %). Pour ce qui est des 6,1 % restant, ils ne présentent pas de contraintes sévères à l'emploi mais sont admis au programme en raison de la présence d'un conjoint avec contraintes sévères.
 - La durée moyenne de présence cumulative des adultes prestataires du Programme de solidarité sociale s'établit à près de 19 ans (226,5 mois).

Répartition selon le type de diagnostic médical en janvier 2010 :

- ▶ Les principaux types de diagnostics médicaux chez les 130 842 adultes prestataires présentant des contraintes sévères à l'emploi sont par ordre d'importance:
 - 41,3 % pour les problèmes liés à la santé mentale;
 - 35,8 % pour les problèmes d'ordre physique, auditif, visuel ou de la parole;
 - 19,4 % pour les problèmes d'ordre intellectuel ou de l'apprentissage;
 - 3,6 % pour les autres diagnostics.

Autres caractéristiques des adultes prestataires en janvier 2010 :

- ▶ Les caractéristiques des adultes prestataires du Programme de solidarité sociale ne varient pas beaucoup au fil des mois. Ainsi, en janvier 2010 :
 - 82,5 % sont des personnes seules;
 - 48,4 % sont des femmes;
 - 67,5 % sont âgés de 45 ans et plus, et 5,7 % ont moins de 25 ans;
 - 77,1 % cumulent 10 ans et plus de présence à l'aide de dernier recours;
 - 92,4 % sont nés au Canada;
 - 91,1 % sont présents à l'aide financière de dernier recours depuis au moins deux ans sans interruption.

PORTRAIT DES PARTICIPANTS AU PROGRAMME ALTERNATIVE JEUNESSE

Données officielles de janvier 2010

En janvier 2010, on dénombre 8 526 jeunes participants au Programme alternative jeunesse. Parmi eux, 7 187 (84,3 %) reçoivent une allocation jeunesse d'un montant mensuel moyen de 609,76 \$.

Caractéristiques des participants en janvier 2010 :

- ▶ Les caractéristiques, en début de participation, des participants à Alternative jeunesse sont les suivantes :
 - ce sont pour la plupart des personnes seules (7 101 ou 83,3 %);
 - ce sont plus souvent des hommes (4 667 ou 54,7 %);
 - ils sont âgés de 20,4 ans en moyenne;
 - presque tous sont sans contraintes à l'emploi (7 274 ou 85,3 %);
 - presque tous sont nés au Canada (7 600 ou 89,1 %).

PORTRAIT DES PRESTATAIRES DES PROGRAMMES D'AIDE FINANCIÈRE DE DERNIER RECOURS PARTICIPANT AUX PROGRAMMES D'AIDE ET D'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL

Données officielles de janvier 2010

En janvier 2010, on dénombre 4 499 prestataires participant aux programmes d'aide et d'accompagnement social. Parmi ces prestataires, 812 (18,0 %) sont au Programme Devenir, 3 518 (78,2 %) sont au Programme Interagir et 169 (3,8 %) sont au Programme Réussir.

Caractéristiques des participants en janvier 2010 :

- 69,7 % de ces participants sont au Programme de solidarité sociale ;
- ils présentent majoritairement des contraintes sévères à l'emploi (3 088 ou 68,6 %);
- ce sont pour la plupart des personnes seules (3 834 ou 85,2 %);
- les femmes (2 229 ou 49,5 %) sont légèrement moins nombreuses que les hommes (2 270 ou 50,5 %);
- ils sont âgés en moyenne de 41,8 ans;
- en moyenne, la durée cumulative de présence à l'aide financière de dernier recours est d'un peu plus de 15 ans (180,4 mois).

TAUX D'ASSISTANCE SOCIALE AU QUÉBEC

Données officielles de janvier 2010

Le taux d'assistance sociale de la clientèle des programmes d'assistance sociale âgée de 0 à 64 ans a légèrement augmenté, passant de 7,4 % à 7,5 % entre les mois de décembre 2009 et de janvier 2010. En comparaison avec l'année dernière, le taux d'assistance sociale chez les 0 à 64 ans a augmenté de 0,2 point de pourcentage par rapport à janvier 2009 (7,3%).

On observe une augmentation du taux d'assistance sociale chez les 18 à 64 ans passant de 7,3 % en janvier 2009 à 7,5 % en janvier 2010. Chez les 0 à 17 ans, ce taux a aussi augmenté passant de 7,4 % à 7,5 % entre janvier 2009 et janvier 2010.

Les régions ayant les taux d'assistance sociale les plus élevés chez les 0 à 64 ans en janvier 2010 sont :

- Île-de-Montréal (11,2 %) ;
- Mauricie (10,5 %) ;
- Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine (10,3 %) ;

La moyenne mobile (12 derniers mois) du taux d'assistance sociale chez les 0 à 64 ans est à 7,4 %.

Table des matières

| Tableau 1 | Page |
|---|-------------|
| Évolution de la clientèle prestataire des programmes d'aide financière de dernier recours et du montant des prestations versées aux ménages, 2008-2009 et 2009-2010 | 1-2 |
| Répartition de la clientèle prestataire selon le programme, la situation familiale, le type de résidence et la région administrative, janvier 2010 | 1-2 |
| Répartition de la clientèle prestataire supplémentée selon la source de revenu, janvier 2010 | 1-2 |
| Répartition de la clientèle nouvellement admise selon la raison de la demande, janvier 2010 | 1-2 |
| Tableau 2 | |
| Évolution du nombre d'adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours selon le type de clientèle, 2008-2009 et 2009-2010 | |
| Répartition des adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours selon certaines caractéristiques, janvier 2010 | 3-4 |
| Tableau 3 | |
| Évolution du nombre d'adultes prestataires du Programme d'aide sociale selon le type de clientèle, 2008-2009 et 2009-2010 | 5-6 |
| Répartition des adultes prestataires du Programme d'aide sociale selon certaines caractéristiques, janvier 2010 | 5-6 |
| Tableau 4 | |
| Évolution du nombre d'adultes prestataires du Programme de solidarité sociale selon le type de clientèle, 2008-2009 et 2009-2010 | 7-8 |
| Répartition des adultes prestataires du Programme de solidarité sociale selon certaines caractéristiques, janvier 2010 | 7-8 |
| Tableau 5 | |
| Évolution du nombre de participants au Programme alternative jeunesse, 2008-2009 et 2009-2010 | 9 |
| Répartition des participants au Programme alternative jeunesse selon certaines caractéristiques, janvier 2010 | 9 |
| Tableau 6 | |
| Évolution du nombre d'adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui reçoivent une allocation de soutien, 2008-2009 et 2009-2010 | 10-11 |
| Répartition des adultes prestataires qui reçoivent une allocation de soutien selon certaines caractéristiques, janvier 2010 | 10-11 |
| Tableau 7 | |
| Évolution du taux d'assistance sociale au Québec, 2008-2009 et 2009-2010 | 12 |
| Taux d'assistance sociale selon les régions, janvier 2010 | 12 |
| Notes relatives aux tableaux | 13-14 |
| Lexique | 15-16 |

Tableau 5

Évolution du nombre de participants au Programme alternative jeunesse, 2008-2009 et 2009-2010

| | Nombre total d'adultes | Taux de variation annuelle | Nés hors du Canada | Hommes | Femmes | Nombre d'adultes avec alloc. jeunesse ² | Taux de variation annuelle | Allocation moyenne ³ |
|---|------------------------|----------------------------|--------------------|--------------|--------------|--|----------------------------|---------------------------------|
| Participants au Programme alternative jeunesse¹ | | | | | | | | |
| moyenne 2007-2008 | 2 634 | s.o. | 240 | 1 495 | 1 139 | 2 287 | s.o. | 597,50 \$ |
| avril 2008 | 5 059 | s.o. | 464 | 2 858 | 2 201 | 4 302 | s.o. | 594,89 \$ |
| mai 2008 | 5 109 | s.o. | 484 | 2 860 | 2 249 | 4 309 | s.o. | 588,15 \$ |
| juin 2008 | 4 937 | s.o. | 487 | 2 694 | 2 243 | 4 173 | s.o. | 715,43 \$ |
| juillet 2008 | 4 915 | s.o. | 527 | 2 643 | 2 272 | 4 077 | s.o. | 596,20 \$ |
| août 2008 | 5 014 | s.o. | 549 | 2 670 | 2 344 | 4 218 | s.o. | 589,30 \$ |
| septembre 2008 | 5 256 | s.o. | 567 | 2 788 | 2 468 | 4 445 | s.o. | 714,66 \$ |
| octobre 2008 | 5 515 | s.o. | 593 | 2 933 | 2 582 | 4 594 | s.o. | 599,01 \$ |
| novembre 2008 | 5 873 | s.o. | 640 | 3 176 | 2 697 | 4 915 | s.o. | 598,30 \$ |
| décembre 2008 | 6 047 | s.o. | 660 | 3 298 | 2 749 | 5 134 | s.o. | 754,50 \$ |
| janvier 2009 | 6 511 | s.o. | 674 | 3 583 | 2 928 | 5 527 | s.o. | 610,21 \$ |
| février 2009 | 6 937 | s.o. | 721 | 3 854 | 3 083 | 5 891 | s.o. | 612,47 \$ |
| mars 2009 | 7 378 | s.o. | 761 | 4 116 | 3 262 | 6 414 | s.o. | 762,59 \$ |
| moyenne 2008-2009 | 5 713 | s.o. | 594 | 3 123 | 2 590 | 4 833 | s.o. | 644,64 \$ |
| avril 2009 | 7 545 | 49,1 % | 791 | 4 210 | 3 335 | 6 439 | 49,7 % | 615,77 \$ |
| mai 2009 | 7 647 | 49,7 % | 802 | 4 210 | 3 437 | 6 464 | 50,0 % | 607,20 \$ |
| juin 2009 | 7 508 | 52,1 % | 807 | 4 096 | 3 412 | 6 431 | 54,1 % | 742,10 \$ |
| juillet 2009 | 7 376 | 50,1 % | 791 | 4 023 | 3 353 | 6 246 | 53,2 % | 616,19 \$ |
| août 2009 | 7 529 | 50,2 % | 786 | 4 054 | 3 475 | 6 494 | 54,0 % | 736,19 \$ |
| septembre 2009 | 7 669 | 45,9 % | 797 | 4 092 | 3 577 | 6 370 | 43,3 % | 614,94 \$ |
| octobre 2009 | 7 892 | 43,1 % | 817 | 4 211 | 3 681 | 6 519 | 41,9 % | 613,69 \$ |
| novembre 2009 | 8 232 | 40,2 % | 867 | 4 454 | 3 778 | 6 937 | 41,1 % | 751,74 \$ |
| décembre 2009 | 8 211 | 35,8 % | 878 | 4 459 | 3 752 | 6 876 | 33,9 % | 625,79 \$ |
| janvier 2010 | 8 526 | 30,9 % | 926 | 4 667 | 3 859 | 7 187 | 30,0 % | 609,76 \$ |
| février 2010 | | | | | | | | |
| mars 2010 | | | | | | | | |
| moyenne 2009-2010 | 7 814 | 36,8 % | 826 | 4 248 | 3 566 | 6 596 | 36,5 % | 653,34 \$ |

Proportion

| En janvier 2010 | | | | | | | | |
|------------------------|---------|---------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| Nombre d'adultes | 8 526 | 100,0 % | 926 | 4 667 | 3 859 | 7 187 | 100,0% | 609,76 \$ |
| Proportion | 100,0 % | | 10,9 % | 54,7 % | 45,3 % | 84,3 % | | |

| Situation familiale⁴ | | | | | | | | |
|--|-------|--------|-----|-------|-------|-------|--------|-----------|
| Personnes seules | 7 101 | 83,3 % | 797 | 4 347 | 2 754 | 5 999 | 83,5 % | 600,85 \$ |
| Couples sans enfants | 141 | 1,7 % | 8 | 64 | 77 | 118 | 1,6 % | 593,77 \$ |
| Familles monoparentales | 791 | 9,3 % | 78 | 11 | 780 | 669 | 9,3 % | 694,22 \$ |
| Couples avec enfants | 166 | 1,9 % | 18 | 63 | 103 | 129 | 1,8 % | 602,31 \$ |
| Conjoints d'étudiant | 0 | 0,0 % | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 % | - \$ |
| Inconnue | 327 | 3,8 % | 25 | 182 | 145 | 272 | 3,8 % | 608,88 \$ |

| Sexe | | | | | | | | |
|-------------|-------|--------|-----|-------|-------|-------|--------|-----------|
| Hommes | 4 667 | 54,7 % | 514 | 4 667 | 0 | 3 890 | 54,1 % | 599,34 \$ |
| Femmes | 3 859 | 45,3 % | 412 | 0 | 3 859 | 3 297 | 45,9 % | 622,05 \$ |

| Âge | | | | | | | | |
|------------------|-------|--------|------|-------|-------|-------|--------|-----------|
| Moyenne (années) | 20,4 | | 20,6 | 20,5 | 20,3 | 20,3 | | |
| Moins de 18 ans | 61 | 0,7 % | 3 | 15 | 46 | 58 | 0,8 % | 693,54 \$ |
| De 18 à 20 ans | 4 601 | 54,0 % | 467 | 2 455 | 2 146 | 4 054 | 56,4 % | 610,96 \$ |
| 21 ans et plus | 3 864 | 45,3 % | 456 | 2 197 | 1 667 | 3 075 | 42,8 % | 606,60 \$ |

| Scolarité⁵ | | | | | | | | |
|------------------------------|-------|--------|-----|-------|-------|-------|--------|-----------|
| Primaire | 314 | 3,7 % | 45 | 182 | 132 | 276 | 3,8 % | 622,30 \$ |
| Secondaire I à IV | 4 705 | 55,2 % | 344 | 2 630 | 2 075 | 3 960 | 55,1 % | 610,85 \$ |
| Secondaire V | 1 039 | 12,2 % | 152 | 546 | 493 | 833 | 11,6 % | 602,90 \$ |
| Collégiale | 129 | 1,5 % | 27 | 55 | 74 | 105 | 1,5 % | 603,19 \$ |
| Universitaire | 28 | 0,3 % | 15 | 12 | 16 | 24 | 0,3 % | 575,83 \$ |
| Inconnue | 2 311 | 27,1 % | 343 | 1 242 | 1 069 | 1 989 | 27,7 % | 609,47 \$ |

| Types de contraintes à l'emploi | | | | | | | | |
|--|-------|--------|-----|-------|-------|-------|--------|-----------|
| Sans contraintes | 7 274 | 85,3 % | 816 | 4 432 | 2 842 | 6 139 | 85,4 % | 601,73 \$ |
| Contraintes temporaires | 914 | 10,7 % | 85 | 46 | 868 | 766 | 10,7 % | 675,47 \$ |
| Cont. tempo.: état de santé | 64 | 0,8 % | 2 | 32 | 32 | 57 | 0,8 % | 574,27 \$ |
| Cont. tempo.: enf./gross. | 841 | 9,9 % | 83 | 14 | 827 | 701 | 9,8 % | 683,98 \$ |
| Cont. tempo.: enf. handicapé | 3 | 0,0 % | 0 | 0 | 3 | 3 | 0,0 % | 757,00 \$ |
| Cont. tempo.: autres | 6 | 0,1 % | 0 | 0 | 6 | 5 | 0,1 % | 586,72 \$ |
| Contraintes sévères | 11 | 0,1 % | 0 | 7 | 4 | 10 | 0,1 % | 530,40 \$ |
| Inconnu | 327 | 3,8 % | 25 | 182 | 145 | 272 | 3,8 % | 608,88 \$ |

| Région | | | | | | | | |
|-------------------------------------|-------|--------|-----|-------|-----|-------|--------|-----------|
| 01. Bas-Saint-Laurent | 283 | 3,3 % | 2 | 165 | 118 | 234 | 3,3 % | 581,95 \$ |
| 02. Saguenay - Lac-Saint-Jean | 402 | 4,7 % | 1 | 206 | 196 | 328 | 4,6 % | 612,05 \$ |
| 03. Capitale-Nationale | 585 | 6,9 % | 61 | 315 | 270 | 494 | 6,9 % | 601,41 \$ |
| 04. Mauricie | 603 | 7,1 % | 9 | 342 | 261 | 486 | 6,8 % | 605,69 \$ |
| 05. Estrie | 531 | 6,2 % | 44 | 323 | 208 | 450 | 6,3 % | 610,45 \$ |
| 06. Île-de-Montréal ⁶ | 2 025 | 23,8 % | 643 | 1 146 | 879 | 1 755 | 24,4 % | 610,14 \$ |
| 07. Outaouais | 394 | 4,6 % | 25 | 191 | 203 | 360 | 5,0 % | 618,54 \$ |
| 08. Abitibi-Témiscamingue | 347 | 4,1 % | 2 | 168 | 179 | 297 | 4,1 % | 632,71 \$ |
| 09. Côte-Nord | 143 | 1,7 % | 0 | 87 | 56 | 115 | 1,6 % | 600,14 \$ |
| 10. Nord-du-Québec | 20 | 0,2 % | 0 | 15 | 5 | 14 | 0,2 % | 544,00 \$ |
| ARK ⁷ | 0 | 0,0 % | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 % | - \$ |
| 11. Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine | 178 | 2,1 % | 1 | 104 | 74 | 158 | 2,2 % | 602,09 \$ |
| 12. Chaudière-Appalaches | 376 | 4,4 % | 10 | 194 | 182 | 291 | 4,0 % | 627,93 \$ |
| 13. Laval | 202 | 2,4 % | 29 | 107 | 95 | 160 | 2,2 % | 613,59 \$ |
| 14. Lanaudière | 475 | 5,6 % | 11 | 242 | 233 | 385 | 5,4 % | 611,20 \$ |
| 15. Laurentides | 529 | 6,2 % | 12 | 305 | 224 | 457 | 6,4 % | 597,91 \$ |
| 16. Montérégie | 1 100 | 12,9 % | 55 | 588 | 512 | 924 | 12,9 % | 609,06 \$ |
| 17. Centre-du-Québec | 333 | 3,9 % | 21 | 169 | 164 | 279 | 3,9 % | 623,17 \$ |

MESS, DGARES, Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations, mars 2010.

Tableau 6

Évolution du nombre d'adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours qui reçoivent une allocation de soutien, 2008-2009 et 2009-2010

| | DEVENIR | | | | INTERAGIR | | | |
|---|--------------------------|---------------------------------|-------|-----------|--------------------------|---------------------------------|-------|-----------|
| | Programme d'aide sociale | Programme de solidarité sociale | TOTAL | var. ann. | Programme d'aide sociale | Programme de solidarité sociale | TOTAL | var. ann. |
| Nombre d'adultes qui reçoivent une allocation de soutien¹ | | | | | | | | |
| moyenne 2007-2008 | 876 | 297 | 1 174 | s.o. | 584 | 1 825 | 2 209 | s.o. |
| avril 2008 | 838 | 247 | 1 085 | s.o. | 839 | 2 687 | 3 526 | s.o. |
| mai 2008 | 775 | 212 | 987 | s.o. | 858 | 2 735 | 3 593 | s.o. |
| juin 2008 | 759 | 208 | 967 | s.o. | 829 | 2 708 | 3 537 | s.o. |
| juillet 2008 | 721 | 206 | 927 | s.o. | 753 | 2 633 | 3 386 | s.o. |
| août 2008 | 624 | 186 | 810 | s.o. | 628 | 2 370 | 2 998 | s.o. |
| septembre 2008 | 604 | 211 | 815 | s.o. | 646 | 2 409 | 3 055 | s.o. |
| octobre 2008 | 666 | 237 | 903 | s.o. | 759 | 2 665 | 3 424 | s.o. |
| novembre 2008 | 717 | 251 | 968 | s.o. | 797 | 2 724 | 3 521 | s.o. |
| décembre 2008 | 766 | 234 | 1 000 | s.o. | 792 | 2 754 | 3 546 | s.o. |
| janvier 2009 | 741 | 231 | 972 | s.o. | 777 | 2 707 | 3 484 | s.o. |
| février 2009 | 762 | 236 | 998 | s.o. | 779 | 2 724 | 3 503 | s.o. |
| mars 2009 | 773 | 258 | 1 031 | s.o. | 794 | 2 730 | 3 524 | s.o. |
| moyenne 2008-2009 | 729 | 226 | 955 | s.o. | 771 | 2 654 | 3 425 | s.o. |
| avril 2009 | 753 | 262 | 1 015 | -6,5% | 792 | 2 748 | 3 540 | 0,4% |
| mai 2009 | 740 | 267 | 1 007 | 2,0% | 779 | 2 707 | 3 486 | -3,0% |
| juin 2009 | 672 | 269 | 941 | -2,7% | 753 | 2 672 | 3 425 | -3,2% |
| juillet 2009 | 642 | 248 | 890 | -4,0% | 679 | 2 589 | 3 268 | -3,5% |
| août 2009 | 554 | 237 | 791 | -2,3% | 581 | 2 378 | 2 959 | -1,3% |
| septembre 2009 | 536 | 225 | 761 | -6,6% | 611 | 2 421 | 3 032 | -0,8% |
| octobre 2009 | 548 | 228 | 776 | -14,1% | 739 | 2 680 | 3 419 | -0,1% |
| novembre 2009 | 537 | 249 | 786 | -18,8% | 780 | 2 757 | 3 537 | 0,5% |
| décembre 2009 | 571 | 243 | 814 | -18,6% | 787 | 2 788 | 3 575 | 0,8% |
| janvier 2010 | 583 | 229 | 812 | -16,5% | 779 | 2 739 | 3 518 | 1,0% |
| février 2010 | | | | | | | | |
| mars 2010 | | | | | | | | |
| moyenne 2009-2010 | 614 | 246 | 859 | -10,0% | 728 | 2 648 | 3 376 | -1,4% |
| | | | | prop. | | | | prop. |
| En janvier 2010 | | | | | | | | |
| Nombre d'adultes | 583 | 229 | 812 | 100,0% | 779 | 2 739 | 3 518 | 100,0% |
| Situation familiale | | | | | | | | |
| Personnes seules | 379 | 208 | 587 | 72,3% | 569 | 2 519 | 3 088 | 87,8% |
| Couples sans enfants | 22 | 8 | 30 | 3,7% | 31 | 130 | 161 | 4,6% |
| Familles monoparentales | 107 | 8 | 115 | 14,2% | 133 | 64 | 197 | 5,6% |
| Couples avec enfants | 74 | 5 | 79 | 9,7% | 46 | 26 | 72 | 2,0% |
| Conjoints d'étudiant | 1 | 0 | 1 | 0,1% | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| Sexe | | | | | | | | |
| Hommes | 242 | 122 | 364 | 44,8% | 344 | 1 473 | 1 817 | 51,6% |
| Femmes | 341 | 107 | 448 | 55,2% | 435 | 1 266 | 1 701 | 48,4% |
| Âge | | | | | | | | |
| Moyenne (années) | 40,0 | 39,5 | 39,8 | | 41,8 | 43,1 | 42,8 | |
| Moins de 21 ans | 16 | 5 | 21 | 2,6% | 34 | 39 | 73 | 2,1% |
| De 21 à 24 ans | 26 | 18 | 44 | 5,4% | 52 | 129 | 181 | 5,1% |
| De 25 à 29 ans | 56 | 35 | 91 | 11,2% | 62 | 249 | 311 | 8,8% |
| De 30 à 34 ans | 76 | 26 | 102 | 12,6% | 78 | 290 | 368 | 10,5% |
| De 35 à 39 ans | 92 | 19 | 111 | 13,7% | 68 | 270 | 338 | 9,6% |
| De 40 à 44 ans | 113 | 38 | 151 | 18,6% | 100 | 359 | 459 | 13,0% |
| De 45 à 49 ans | 110 | 35 | 145 | 17,9% | 146 | 515 | 661 | 18,8% |
| De 50 à 54 ans | 59 | 40 | 99 | 12,2% | 152 | 458 | 610 | 17,3% |
| 55 ans et plus | 35 | 13 | 48 | 5,9% | 87 | 430 | 517 | 14,7% |
| Scolarité² | | | | | | | | |
| Primaire | 45 | 18 | 63 | 7,8% | 85 | 473 | 558 | 15,9% |
| Secondaire I à IV | 226 | 85 | 311 | 38,3% | 356 | 879 | 1 235 | 35,1% |
| Secondaire V | 158 | 60 | 218 | 26,8% | 165 | 552 | 717 | 20,4% |
| Collégiale | 50 | 26 | 76 | 9,4% | 47 | 211 | 258 | 7,3% |
| Universitaire | 50 | 16 | 66 | 8,1% | 40 | 186 | 226 | 6,4% |
| Inconnue | 54 | 24 | 78 | 9,6% | 86 | 438 | 524 | 14,9% |
| Durée cumulative de présence à l'aide financière de dernier recours | | | | | | | | |
| Moyenne | 122,5 | 150,4 | 130,3 | | 158,9 | 207,1 | 196,4 | |
| Premier mois | 0 | 0 | 0 | 0,0% | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| De 2 à 5 mois | 24 | 1 | 25 | 3,1% | 8 | 2 | 10 | 0,3% |
| De 6 à 11 mois | 20 | 4 | 24 | 3,0% | 18 | 15 | 33 | 0,9% |
| De 12 à 23 mois | 59 | 7 | 66 | 8,1% | 36 | 33 | 69 | 2,0% |
| De 24 à 47 mois | 75 | 20 | 95 | 11,7% | 78 | 124 | 202 | 5,7% |
| De 48 à 119 mois | 143 | 76 | 219 | 27,0% | 189 | 507 | 696 | 19,8% |
| 120 mois et plus | 262 | 121 | 383 | 47,2% | 450 | 2 058 | 2 508 | 71,3% |
| Types de contraintes à l'emploi et types de diagnostics médicaux | | | | | | | | |
| Sans contraintes | 503 | | 503 | 61,9% | 632 | | 632 | 18,0% |
| Contraintes temporaires | 80 | | 80 | 9,9% | 147 | | 147 | 4,2% |
| Cont. tempo.: état de santé | 16 | | 16 | 2,0% | 23 | | 23 | 0,7% |
| Cont. tempo.: enf./gross. | 32 | | 32 | 3,9% | 36 | | 36 | 1,0% |
| Cont. tempo.: enf. hand. | 2 | | 2 | 0,2% | 2 | | 2 | 0,1% |
| Cont. tempo.: 55 ans et plus | 30 | | 30 | 3,7% | 85 | | 85 | 2,4% |
| Cont. tempo.: autres | 0 | | 0 | 0,0% | 1 | | 1 | 0,0% |
| Contraintes sévères (types de diagnostics) | | 220 | 220 | 27,1% | | 2 699 | 2 699 | 76,7% |
| Visuel | | 1 | 1 | 0,1% | | 33 | 33 | 0,9% |
| Auditif et de la parole | | 2 | 2 | 0,2% | | 20 | 20 | 0,6% |
| Intellectuel et d'apprentissage | | 35 | 35 | 4,3% | | 583 | 583 | 16,6% |
| Santé mentale | | 146 | 146 | 18,0% | | 1 569 | 1 569 | 44,6% |
| Physique | | 36 | 36 | 4,4% | | 463 | 463 | 13,2% |
| Autres | | 0 | 0 | 0,0% | | 31 | 31 | 0,9% |
| Conjoints sans contraintes sévères | | 9 | 9 | 1,1% | | 40 | 40 | 1,1% |
| Région | | | | | | | | |
| 01. Bas-Saint-Laurent | 12 | 10 | 22 | 2,7% | 5 | 55 | 60 | 1,7% |
| 02. Saguenay - Lac-Saint-Jean | 38 | 9 | 47 | 5,8% | 39 | 190 | 229 | 6,5% |
| 03. Capitale-Nationale | 23 | 9 | 32 | 3,9% | 54 | 168 | 222 | 6,3% |
| 04. Mauricie | 62 | 29 | 91 | 11,2% | 32 | 104 | 136 | 3,9% |
| 05. Estrie | 43 | 16 | 59 | 7,3% | 15 | 33 | 48 | 1,4% |
| 06. Île-de-Montréal ³ | 156 | 36 | 192 | 23,6% | 283 | 879 | 1 162 | 33,0% |
| 07. Outaouais | 46 | 29 | 75 | 9,2% | 21 | 148 | 169 | 4,8% |
| 08. Abitibi-Témiscamingue | 9 | 5 | 14 | 1,7% | 28 | 132 | 160 | 4,5% |
| 09. Côte-Nord | 5 | 3 | 8 | 1,0% | 6 | 18 | 24 | 0,7% |
| 10. Nord-du-Québec | 1 | 0 | 1 | 0,1% | 3 | 8 | 11 | 0,3% |
| ARK ⁴ | 0 | 0 | 0 | 0,0% | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| 11. Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine | 2 | 2 | 4 | 0,5% | 37 | 57 | 94 | 2,7% |
| 12. Chaudière-Appalaches | 32 | 24 | 56 | 6,9% | 12 | 94 | 106 | 3,0% |
| 13. Laval | 14 | 11 | 25 | 3,1% | 19 | 142 | 161 | 4,6% |
| 14. Lanaudière | 10 | 2 | 12 | 1,5% | 41 | 63 | 104 | 3,0% |
| 15. Laurentides | 54 | 22 | 76 | 9,4% | 41 | 133 | 174 | 4,9% |
| 16. Montérégie | 32 | 9 | 41 | 5,0% | 101 | 369 | 470 | 13,4% |
| 17. Centre-du-Québec | 44 | 10 | 54 | 6,7% | 42 | 34 | 76 | 2,2% |
| Central ⁵ | 0 | 3 | 3 | 0,4% | 0 | 112 | 112 | 3,2% |

MESS, DGARES, Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations, mars 2010.

Tableau 6 - suite

| RÉUSSIR | | TOTAL | | | |
|---|-----------|--------------------------|---------------------------------|-------|-----------|
| Programme de solidarité sociale | var. ann. | Programme d'aide sociale | Programme de solidarité sociale | TOTAL | var. ann. |
| Nombre d'adultes qui reçoivent une allocation de soutien¹ | | | | | |
| 77 | s.o. | 1 412 | 2 015 | 3 427 | s.o. |
| moyenne 2007-2008 | | | | | |
| 104 | s.o. | 1 677 | 3 038 | 4 715 | s.o. |
| avril 2008 | | | | | |
| 110 | s.o. | 1 633 | 3 057 | 4 690 | s.o. |
| mai 2008 | | | | | |
| 100 | s.o. | 1 588 | 3 016 | 4 604 | s.o. |
| juin 2008 | | | | | |
| 55 | s.o. | 1 474 | 2 894 | 4 368 | s.o. |
| juillet 2008 | | | | | |
| 43 | s.o. | 1 252 | 2 599 | 3 851 | s.o. |
| août 2008 | | | | | |
| 93 | s.o. | 1 250 | 2 713 | 3 963 | s.o. |
| septembre 2008 | | | | | |
| 124 | s.o. | 1 425 | 3 026 | 4 451 | s.o. |
| octobre 2008 | | | | | |
| 134 | s.o. | 1 514 | 3 109 | 4 623 | s.o. |
| novembre 2008 | | | | | |
| 140 | s.o. | 1 558 | 3 128 | 4 686 | s.o. |
| décembre 2008 | | | | | |
| 141 | s.o. | 1 518 | 3 079 | 4 597 | s.o. |
| janvier 2009 | | | | | |
| 138 | s.o. | 1 541 | 3 098 | 4 639 | s.o. |
| février 2009 | | | | | |
| 147 | s.o. | 1 567 | 3 135 | 4 702 | s.o. |
| mars 2009 | | | | | |
| 111 | s.o. | 1 500 | 2 991 | 4 491 | s.o. |
| moyenne 2008-2009 | | | | | |
| 150 | 44,2% | 1 545 | 3 160 | 4 705 | -0,2% |
| avril 2009 | | | | | |
| 146 | 32,7% | 1 519 | 3 120 | 4 639 | -1,1% |
| mai 2009 | | | | | |
| 130 | 30,0% | 1 425 | 3 071 | 4 496 | -2,3% |
| juin 2009 | | | | | |
| 68 | 23,6% | 1 321 | 2 905 | 4 226 | -3,3% |
| juillet 2009 | | | | | |
| 61 | 41,9% | 1 135 | 2 676 | 3 811 | -1,0% |
| août 2009 | | | | | |
| 124 | 33,3% | 1 147 | 2 770 | 3 917 | -1,2% |
| septembre 2009 | | | | | |
| 163 | 31,5% | 1 287 | 3 071 | 4 358 | -2,1% |
| octobre 2009 | | | | | |
| 169 | 26,1% | 1 317 | 3 175 | 4 492 | -2,8% |
| novembre 2009 | | | | | |
| 169 | 20,7% | 1 358 | 3 200 | 4 558 | -2,7% |
| décembre 2009 | | | | | |
| 169 | 19,9% | 1 362 | 3 137 | 4 499 | -2,1% |
| janvier 2010 | | | | | |
| février 2010 | | | | | |
| mars 2010 | | | | | |
| 135 | 21,8% | 1 342 | 3 029 | 4 370 | -2,7% |
| moyenne 2009-2010 | | | | | |
| <i>prop.</i> | | | | | |
| En janvier 2010 | | | | | |
| 169 | 100,0% | 1 362 | 3 137 | 4 499 | 100,0% |
| Nombre d'adultes | | | | | |
| Situation familiale | | | | | |
| 159 | 94,1% | 948 | 2 886 | 3 834 | 85,2% |
| Personnes seules | | | | | |
| 1 | 0,6% | 53 | 139 | 192 | 4,3% |
| Couples sans enfants | | | | | |
| 6 | 3,6% | 240 | 78 | 318 | 7,1% |
| Familles monoparentales | | | | | |
| 3 | 1,8% | 120 | 34 | 154 | 3,4% |
| Couples avec enfants | | | | | |
| 0 | 0,0% | 1 | 0 | 1 | 0,0% |
| Conjoints d'étudiant | | | | | |
| Sexe | | | | | |
| 89 | 52,7% | 586 | 1 684 | 2 270 | 50,5% |
| Hommes | | | | | |
| 80 | 47,3% | 776 | 1 453 | 2 229 | 49,5% |
| Femmes | | | | | |
| Âge | | | | | |
| 29,8 | | 41,0 | 42,1 | 41,8 | |
| Moyenne (années) | | | | | |
| 12 | 7,1% | 50 | 56 | 106 | 2,4% |
| Moins de 21 ans | | | | | |
| 39 | 23,1% | 78 | 186 | 264 | 5,9% |
| De 21 à 24 ans | | | | | |
| 48 | 28,4% | 118 | 332 | 450 | 10,0% |
| De 25 à 29 ans | | | | | |
| 36 | 21,3% | 154 | 352 | 506 | 11,2% |
| De 30 à 34 ans | | | | | |
| 11 | 6,5% | 160 | 300 | 460 | 10,2% |
| De 35 à 39 ans | | | | | |
| 8 | 4,7% | 213 | 405 | 618 | 13,7% |
| De 40 à 44 ans | | | | | |
| 5 | 3,0% | 256 | 555 | 811 | 18,0% |
| De 45 à 49 ans | | | | | |
| 4 | 2,4% | 211 | 502 | 713 | 15,8% |
| De 50 à 54 ans | | | | | |
| 6 | 3,6% | 122 | 449 | 571 | 12,7% |
| 55 ans et plus | | | | | |
| Scolarité² | | | | | |
| 1 | 0,6% | 130 | 492 | 622 | 13,8% |
| Primaire | | | | | |
| 20 | 11,8% | 582 | 984 | 1 566 | 34,8% |
| Secondaire I à IV | | | | | |
| 50 | 29,6% | 323 | 662 | 985 | 21,9% |
| Secondaire V | | | | | |
| 33 | 19,5% | 97 | 270 | 367 | 8,2% |
| Collégiale | | | | | |
| 17 | 10,1% | 90 | 219 | 309 | 6,9% |
| Universitaire | | | | | |
| 48 | 28,4% | 140 | 510 | 650 | 14,4% |
| Inconnue | | | | | |
| Durée cumulative de présence à l'aide financière de dernier recours | | | | | |
| 87,1 | | 143,3 | 196,5 | 180,4 | |
| Moyenne | | | | | |
| 0 | 0,0% | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| Premier mois | | | | | |
| 0 | 0,0% | 32 | 3 | 35 | 0,8% |
| De 2 à 5 mois | | | | | |
| 0 | 0,0% | 38 | 19 | 57 | 1,3% |
| De 6 à 11 mois | | | | | |
| 10 | 5,9% | 95 | 50 | 145 | 3,2% |
| De 12 à 23 mois | | | | | |
| 50 | 29,6% | 153 | 194 | 347 | 7,7% |
| De 24 à 47 mois | | | | | |
| 70 | 41,4% | 332 | 653 | 985 | 21,9% |
| De 48 à 119 mois | | | | | |
| 39 | 23,1% | 712 | 2 218 | 2 930 | 65,1% |
| 120 mois et plus | | | | | |
| Types de contraintes à l'emploi et types de diagnostics médicaux | | | | | |
| | | 1 135 | 1 135 | 25,2% | |
| Sans contraintes | | | | | |
| | | 227 | 227 | 5,0% | |
| Contraintes temporaires | | | | | |
| | | 39 | 39 | 0,9% | |
| Cont. tempo.: état de santé | | | | | |
| | | 68 | 68 | 1,5% | |
| Cont. tempo.: enf./gross. | | | | | |
| | | 4 | 4 | 0,1% | |
| Cont. tempo.: enf. hand. | | | | | |
| | | 115 | 115 | 2,6% | |
| Cont. tempo.: 55 ans et plus | | | | | |
| | | 1 | 1 | 0,0% | |
| Cont. tempo.: autres | | | | | |
| 169 | 100,0% | | 3 088 | 3 088 | 68,6% |
| Contraintes sévères (types de diagnostics) | | | | | |
| 12 | 7,1% | | 46 | 46 | 1,0% |
| Visuel | | | | | |
| 2 | 1,2% | | 24 | 24 | 0,5% |
| Auditif et de la parole | | | | | |
| 7 | 4,1% | | 625 | 625 | 13,9% |
| Intellectuel et d'apprentissage | | | | | |
| 79 | 46,7% | | 1 794 | 1 794 | 39,9% |
| Santé mentale | | | | | |
| 69 | 40,8% | | 568 | 568 | 12,6% |
| Physique | | | | | |
| 0 | 0,0% | | 31 | 31 | 0,7% |
| Autres | | | | | |
| 0 | 0,0% | | 49 | 49 | 1,1% |
| Conjoints sans contraintes sévères | | | | | |
| Région | | | | | |
| 0 | 0,0% | 17 | 65 | 82 | 1,8% |
| 01. Bas-Saint-Laurent | | | | | |
| 12 | 7,1% | 77 | 211 | 288 | 6,4% |
| 02. Saguenay - Lac-Saint-Jean | | | | | |
| 23 | 13,6% | 77 | 200 | 277 | 6,2% |
| 03. Capitale-Nationale | | | | | |
| 10 | 5,9% | 94 | 143 | 237 | 5,3% |
| 04. Mauricie | | | | | |
| 10 | 5,9% | 58 | 59 | 117 | 2,6% |
| 05. Estrie | | | | | |
| 54 | 32,0% | 439 | 969 | 1 408 | 31,3% |
| 06. Île-de-Montréal ³ | | | | | |
| 2 | 1,2% | 67 | 179 | 246 | 5,5% |
| 07. Outaouais | | | | | |
| 5 | 3,0% | 37 | 142 | 179 | 4,0% |
| 08. Abitibi-Témiscamingue | | | | | |
| 0 | 0,0% | 11 | 21 | 32 | 0,7% |
| 09. Côte-Nord | | | | | |
| 0 | 0,0% | 4 | 8 | 12 | 0,3% |
| 10. Nord-du-Québec | | | | | |
| 0 | 0,0% | 0 | 0 | 0 | 0,0% |
| ARK ⁴ | | | | | |
| 4 | 2,4% | 39 | 63 | 102 | 2,3% |
| 11. Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine | | | | | |
| 6 | 3,6% | 44 | 124 | 168 | 3,7% |
| 12. Chaudière-Appalaches | | | | | |
| 6 | 3,6% | 33 | 159 | 192 | 4,3% |
| 13. Laval | | | | | |
| 7 | 4,1% | 51 | 72 | 123 | 2,7% |
| 14. Lanaudière | | | | | |
| 1 | 0,6% | 95 | 156 | 251 | 5,6% |
| 15. Laurentides | | | | | |
| 26 | 15,4% | 133 | 404 | 537 | 11,9% |
| 16. Montérégie | | | | | |
| 2 | 1,2% | 86 | 46 | 132 | 2,9% |
| 17. Centre-du-Québec | | | | | |
| 1 | 0,6% | 0 | 116 | 116 | 2,6% |
| Central ⁵ | | | | | |

Tableau 7

**Évolution du taux
d'assistance sociale au
Québec,
2008-2009 et 2009-2010**

| | Nombre total d'adultes distincts ³ | Taux d'assistance sociale (18-64 ans) | Nombre d'enfants | Taux d'assistance sociale (0-17 ans) | Nombre total de prestataires distincts ³ | Taux d'assistance sociale (0-64 ans) |
|--|--|--|---------------------|---|--|---|
| Taux d'assistance sociale pour l'ensemble du Québec^{1,2} | | | | | | |
| moyenne 2007-2008 | 373 644 | 7,4% | 117 430 | 7,6% | 491 074 | 7,5% |
| avril 2008 | 375 509 | 7,4% | 116 086 | 7,6% | 491 595 | 7,4% |
| mai 2008 | 373 540 | 7,3% | 115 697 | 7,5% | 489 237 | 7,4% |
| juin 2008 | 369 983 | 7,3% | 114 775 | 7,5% | 484 758 | 7,3% |
| juillet 2008 | 368 318 | 7,2% | 114 658 | 7,5% | 482 976 | 7,3% |
| août 2008 | 367 899 | 7,2% | 115 344 | 7,5% | 483 243 | 7,3% |
| septembre 2008 | 367 357 | 7,2% | 114 305 | 7,4% | 481 662 | 7,3% |
| octobre 2008 | 365 268 | 7,2% | 112 644 | 7,3% | 477 912 | 7,2% |
| novembre 2008 | 366 057 | 7,2% | 111 435 | 7,3% | 477 492 | 7,2% |
| décembre 2008 | 368 688 | 7,3% | 111 940 | 7,3% | 480 628 | 7,3% |
| janvier 2009 | 372 264 | 7,3% | 112 965 | 7,4% | 485 229 | 7,3% |
| février 2009 | 374 750 | 7,4% | 113 581 | 7,4% | 488 331 | 7,4% |
| mars 2009 | 377 293 | 7,4% | 114 436 | 7,5% | 491 729 | 7,4% |
| moyenne 2008-2009 | 370 577 | 7,3% | 113 989 | 7,4% | 484 566 | 7,3% |
| avril 2009 | 377 033 | 7,4% | 114 258 | 7,4% | 491 291 | 7,4% |
| mai 2009 | 376 545 | 7,4% | 114 384 | 7,4% | 490 929 | 7,4% |
| juin 2009 | 375 412 | 7,4% | 114 405 | 7,5% | 489 817 | 7,4% |
| juillet 2009 | 375 067 | 7,4% | 114 711 | 7,5% | 489 778 | 7,4% |
| août 2009 | 376 031 | 7,4% | 115 887 | 7,5% | 491 918 | 7,4% |
| septembre 2009 | 376 054 | 7,4% | 115 495 | 7,5% | 491 549 | 7,4% |
| octobre 2009 | 374 330 | 7,4% | 114 327 | 7,4% | 488 657 | 7,4% |
| novembre 2009 | 375 836 | 7,4% | 113 361 | 7,4% | 489 197 | 7,4% |
| décembre 2009 | 377 516 | 7,4% | 113 697 | 7,4% | 491 213 | 7,4% |
| janvier 2010 | 380 433 | 7,5% | 114 706 | 7,5% | 495 139 | 7,5% |
| février 2010 | | | | | | |
| mars 2010 | | | | | | |
| moyenne 2009-2010 | 376 426 | 7,4% | 114 523 | 7,5% | 490 949 | 7,4% |
| moyenne mobile - 12 derniers mois | 376 358 | 7,4% | 114 437 | 7,5% | 490 796 | 7,4% |

**Taux d'assistance
sociale selon les
régions,
janvier 2010**

| Taux d'assistance sociale par région - janvier 2010 | | | | | | |
|--|---------|-------|--------|-------|---------|-------|
| 01 Bas-Saint-Laurent | 10 298 | 7,9% | 1 969 | 5,4% | 12 267 | 7,4% |
| 02 Saguenay - Lac-St-Jean | 13 427 | 7,5% | 2 760 | 5,3% | 16 187 | 7,0% |
| 03 Capitale-Nationale | 25 234 | 5,6% | 5 039 | 4,3% | 30 273 | 5,3% |
| 04 Mauricie | 18 017 | 10,7% | 4 340 | 9,6% | 22 357 | 10,5% |
| 05 Estrie | 16 791 | 8,6% | 4 803 | 7,9% | 21 594 | 8,4% |
| 06 Île-de-Montréal | 128 678 | 10,3% | 49 898 | 14,7% | 178 576 | 11,2% |
| 07 Outaouais | 15 529 | 6,6% | 4 844 | 6,5% | 20 373 | 6,6% |
| 08 Abitibi-Témiscamingue | 6 745 | 7,1% | 1 546 | 5,0% | 8 291 | 6,6% |
| 09 Côte-Nord | 3 443 | 5,4% | 830 | 4,1% | 4 273 | 5,1% |
| 10 Nord-du-Québec | 1 085 | 4,4% | 599 | 4,3% | 1 684 | 4,3% |
| 11 Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine | 6 489 | 10,6% | 1 429 | 8,8% | 7 918 | 10,3% |
| 12 Chaudière-Appalaches | 12 715 | 4,9% | 2 556 | 3,2% | 15 271 | 4,5% |
| 13 Laval | 11 835 | 4,8% | 4 190 | 5,1% | 16 025 | 4,9% |
| 14 Lanaudière | 17 632 | 5,9% | 5 339 | 5,4% | 22 971 | 5,8% |
| 15 Laurentides | 20 315 | 5,8% | 5 338 | 4,6% | 25 653 | 5,5% |
| 16 Montérégie | 51 791 | 5,6% | 15 986 | 5,3% | 67 777 | 5,5% |
| 17 Centre-du-Québec | 11 868 | 8,1% | 3 213 | 6,8% | 15 081 | 7,8% |

MESS, DGARES, Direction de la statistique et du soutien aux expérimentations, mars 2010.

Notes relatives aux tableaux

Tableau 1

1. Les dossiers actifs représentent les ménages ayant eu droit à une aide financière de dernier recours pour le mois considéré, que ce soit au programme d'aide sociale ou au programme de solidarité sociale.
2. Désigne les personnes qui n'ont pas d'adresse fixe ou stable ou qui n'ont pas l'assurance d'un hébergement stable pour les 60 prochains jours.
3. Depuis le mois d'avril 2008, la région Île-de-Montréal regroupe les anciennes régions Ville-de-Montréal et Montréal-Banlieue.
4. ARK : Administration régionale Kativik (les prestataires sont aussi dénombrés dans la région Nord-du-Québec).
5. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement. Depuis mars 2004, en raison de changements dans les modes de gestion des dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique, ces derniers sont regroupés dans la région « Central » (avec les prestataires hébergés).
6. Dossiers pour lesquels un revenu d'une valeur supérieure à 2 \$ est déclaré pour le mois.
7. Depuis le mois d'avril 2007, les prestataires recevant des revenus de subventions salariales sont dénombrés avec ceux recevant des revenus de travail.
8. Dénombrer les dossiers distinctement (une seule fois), même si ces derniers déclarent plus d'un type de revenu pour le mois.
9. Désignent le nombre de demandes de prestations d'aide financière de dernier recours acceptées pour ce mois, qu'il y ait ou non versement pour le mois courant. Toutefois, un ménage nouvellement admis sera dénombré dans l'ensemble des ménages actifs seulement s'il a reçu une prestation.
3. Certains dossiers présentent une durée cumulative inférieure à la durée consécutive. Il s'agit d'enfants de familles prestataires ayant atteint l'âge de 18 ans et qui font une demande de prestation. La date d'admission de ces nouveaux prestataires est fixée à la même date que la date d'admission de leurs parents. Pour plus de précisions, consulter le lexique.
4. Depuis le mois d'avril 2008, la région Île-de-Montréal regroupe les anciennes régions Ville-de-Montréal et Montréal-Banlieue.
5. ARK : Administration régionale Kativik (les prestataires sont aussi dénombrés dans la région Nord-du-Québec).
6. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement. Depuis mars 2004, en raison de changements dans les modes de gestion des dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique, ces derniers sont regroupés dans la région « Central » (avec les prestataires hébergés).
7. Depuis le 1^{er} janvier 2006, l'ajout de la contrainte temporaire pour enfant handicapé entraîne une diminution du nombre d'adultes sans contraintes, d'adultes présentant une contrainte pour enfant à charge ou de ceux ayant une contrainte temporaire de la catégorie « autres ».

Tableau 2

1. Les adultes actifs représentent les conjoints qui composent les ménages ayant eu droit à une prestation des programmes d'aide financière de dernier recours pour le mois considéré.
2. La scolarité correspond au niveau d'enseignement le plus élevé atteint. Cette information ne nous renseigne pas sur le ou les diplômes obtenus.
3. Certains dossiers présentent une durée cumulative inférieure à la durée consécutive. Il s'agit d'enfants de familles prestataires ayant atteint l'âge de 18 ans et qui font une demande de prestation. La date d'admission de ces nouveaux prestataires est fixée à la même date que la date d'admission de leurs parents. Pour plus de précisions, consulter le lexique.
4. Depuis le mois d'avril 2008, la région Île-de-Montréal regroupe les anciennes régions Ville-de-Montréal et Montréal-Banlieue.
5. ARK : Administration régionale Kativik (les prestataires sont aussi dénombrés dans la région Nord-du-Québec).
6. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement. Depuis mars 2004, en raison de changements dans les modes de gestion des dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique, ces derniers sont regroupés dans la région « Central » (avec les prestataires hébergés).

Tableau 3

1. Les adultes actifs représentent les conjoints qui composent les ménages ayant eu droit à une prestation du Programme d'aide sociale pour le mois considéré.
2. La scolarité correspond au niveau d'enseignement le plus élevé atteint. Cette information ne nous renseigne pas sur le ou les diplômes obtenus.

Tableau 4

1. Les adultes actifs représentent les conjoints qui composent les ménages ayant eu droit à une prestation du Programme de solidarité sociale pour le mois considéré.
2. La scolarité correspond au niveau d'enseignement le plus élevé atteint. Cette information ne nous renseigne pas sur le ou les diplômes obtenus.
3. Certains dossiers présentent une durée cumulative inférieure à la durée consécutive. Il s'agit d'enfants de familles prestataires ayant atteint l'âge de 18 ans et qui font une demande de prestation. La date d'admission de ces nouveaux prestataires est fixée à la même date que la date d'admission de leurs parents. Pour plus de précisions, consulter le lexique.
4. Depuis le mois d'avril 2008, la région Île-de-Montréal regroupe les anciennes régions Ville-de-Montréal et Montréal-Banlieue.
5. ARK : Administration régionale Kativik (les prestataires sont aussi dénombrés dans la région Nord-du-Québec).
6. La région « Central » regroupe les dossiers administrés centralement. Depuis mars 2004, en raison de changements dans les modes de gestion des dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique, ces derniers sont regroupés dans la région « Central » (avec les prestataires hébergés).

Tableau 5

1. Sont dénombrés ici les adultes qui ont une participation en cours au Programme alternative jeunesse, que celle-ci ait débuté au cours du mois considéré ou avant, pourvu qu'il y ait au moins une journée d'activité dans le mois.
2. Sont dénombrés ici les adultes pour lesquels une allocation jeunesse a été versée au cours du mois considéré. Ce ne sont pas tous les participants à Alternative jeunesse qui reçoivent une telle allocation : certains reçoivent plutôt une allocation d'aide à l'emploi parce qu'ils participent à certaines mesures d'Emploi-Québec (mesure de formation, projets de préparation à l'emploi) dans le cadre de leur participation à Alternative jeunesse, tout en étant admissibles au compte de l'assurance-emploi.
3. Bien que l'allocation jeunesse soit versée aux deux semaines, l'allocation moyenne est calculée sur une base mensuelle à partir des montants versés au cours du mois. Par conséquent, l'allocation moyenne sera

plus élevée s'il y a trois versements à l'intérieur d'un même mois.

4. Les caractéristiques retenues sont celles au début de la participation à Alternative jeunesse puisque par la suite, elles ne sont pas disponibles pour la majorité des individus.
5. La scolarité correspond au niveau d'enseignement le plus élevé atteint. Cette information ne nous renseigne pas sur le ou les diplômes obtenus.
6. Depuis le mois d'avril 2008, la région Île-de-Montréal regroupe les anciennes régions Ville-de-Montréal et Montréal-Banlieue.
7. ARK : Administration régionale Kativik (les prestataires sont aussi dénombrés dans la région Nord-du-Québec).

Tableau 6

1. Les adultes qui participent à un Programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS) pour un mois donné reçoivent une allocation de soutien pour le mois suivant. Le chiffre présenté ici correspond au nombre de participants au PAAS qui reçoivent une allocation de soutien pour le mois traité.
2. La scolarité correspond au niveau d'enseignement le plus élevé atteint. Cette information ne nous renseigne pas sur le ou les diplômes obtenus.
3. Depuis le mois d'avril 2008, la région Île-de-Montréal regroupe les anciennes régions Ville-de-Montréal et Montréal-Banlieue.
4. ARK: Administration régionale Kativik (les adultes prestataires sont aussi dénombrés dans la région du Nord-du-Québec).
5. La région "Central" regroupe les dossiers administrés centralement. Depuis le mois de mars 2004, les dossiers relatifs à la clientèle sous curatelle publique sont regroupés dans la région "Central" (avec les prestataires hébergés).

Tableau 7

1. Le calcul du taux d'assistance sociale a été revu pour y inclure, avec les prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours, les participants au Programme alternative jeunesse qui ont une allocation jeunesse. Cette correction du taux d'assistance sociale, rétroactive à avril 2007, fait référence aux 3 programmes d'assistance sociale.
2. La clientèle du MESS localisée au Central n'est pas considérée dans les données régionales car il s'agit plus d'une affectation administrative que régionale. Toutefois, cette clientèle du Central est dénombrée dans les données pour l'ensemble du Québec.
3. Aux fins de calcul du taux d'assistance sociale, les individus qui, pour une même période, étaient prestataires aux programmes d'aide financière de dernier recours et participaient au Programme alternative jeunesse sont dénombrés juste une fois.

Définitions des termes utilisés dans le rapport

Adulte

Personne qui ne dépend pas d'un parent pour sa subsistance ou personne mineure qui a la charge d'un enfant, qui est mariée ou a déjà été mariée ou qui a obtenu une pleine émancipation par le tribunal.

Adultes ayant cumulé deux ans et plus sans interruption

Adultes prestataires qui présentent un nombre de mois de présence à l'aide de dernier recours supérieur ou égal à 24 mois depuis leur dernière date d'admission à l'aide de dernier recours.

Aide financière de dernier recours

Aide financière octroyée dans le cadre des programmes d'aide financière de dernier recours aux personnes qui n'ont pas de ressources suffisantes pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Elle comble la différence entre les besoins essentiels des ménages et les ressources dont ils disposent. Elle regroupe le Programme d'aide sociale et le Programme de solidarité sociale.

Allocation de soutien

Aide financière versée par le Ministère aux personnes qui participent au Programme d'aide et d'accompagnement social.

Aide financière accordée

On utilise le terme « prestation » pour désigner l'aide financière accordée en vertu de chacun des programmes (ex. : prestations d'aide sociale).

Allocation d'aide à l'emploi

Aide financière versée par Emploi-Québec aux personnes qui participent à certaines mesures actives ou d'insertion sociale.

Allocation de solidarité sociale

Montant versé à l'adulte seul ou au couple prestataire du Programme de solidarité sociale.

Allocation jeunesse

Aide financière versée aux individus qui participent au Programme alternative jeunesse.

Allocation mixte

Montant ajouté à la prestation de base du Programme d'aide sociale lorsque les deux membres adultes qui composent la famille présentent des contraintes temporaires à l'emploi.

Allocation pour contraintes temporaires à l'emploi

Montant ajouté à la prestation de base du Programme d'aide sociale lorsque l'adulte seul ou un membre adulte de la famille présente des contraintes temporaires à l'emploi, le second adulte ne présentant aucune contrainte à l'emploi.

Allocation reconnue

Aide financière versée par un tiers (personne, association, société ou organisme) à un prestataire du Programme d'aide sociale ou du Programme de solidarité sociale et reconnue à titre d'allocation d'aide à l'emploi ou d'allocation de soutien.

Clientèle

On utilise le terme « prestataire » pour désigner la clientèle de chacun des programmes (ex. : prestataire d'aide sociale).

Clientèle supplémentée

Tout adulte bénéficiant d'une prestation des programmes d'aide financière de dernier recours et qui déclare un ou plusieurs revenus d'autres sources. On retrouve, par exemple, des allocations d'aide à l'emploi, des allocations reconnues, des revenus de travail à titre de salarié ou de travailleur autonome, des prestations d'assurance-emploi, une contribution parentale.

Conjoint d'étudiant

Adulte dont le conjoint étudie à temps plein au postsecondaire et bénéficie du Programme d'aide financière du ministère de l'Éducation. Cette catégorie ne dénombre que des adultes seuls, puisque les besoins des enfants de l'un ou l'autre des conjoints sont assumés par le conjoint aux études.

Conjoint sans contraintes sévères

Adulte prestataire du Programme de solidarité sociale qui ne présente pas de contraintes sévères à l'emploi ou pour lequel le dossier ne fait pas mention de ce type de contraintes. Celui-ci est tout de même prestataire du dit programme car son conjoint présente, pour sa part, des contraintes sévères à l'emploi.

Contribution parentale

Aide réputée fournie par les parents de l'adulte qui est reconnu dépendant de ceux-ci. La contribution parentale est établie en fonction de la situation financière et familiale et du nombre d'enfants à la charge des parents. Elle s'applique, s'il y a lieu, pendant une période maximale de trois ans.

Données officielles

Les données « officielles » sont produites à partir d'informations, colligées dans les systèmes, ayant fait l'objet de mises à jour pendant deux mois.

Durée de présence consécutive (sans interruption)

Nombre de mois écoulés depuis la dernière date d'admission à l'aide de dernier recours. Dans le cas d'un enfant de famille prestataire qui atteint l'âge de 18 ans et qui effectue une demande de prestations, la date d'admission de ce nouveau prestataire est fixée à la même date que celle de ses parents.

Durée de présence cumulative

Nombre total de mois, depuis janvier 1975, où un adulte a été présent à l'aide de dernier recours avec une aide financière, qu'il y ait eu ou non sortie de l'aide au cours de la période. Dans le cas d'un enfant de famille prestataire qui atteint l'âge de 18 ans et qui effectue une demande de prestations, la période retenue pour le calcul de la durée de présence cumulative débute au premier mois de versement de la prestation d'aide sociale ou de solidarité sociale au nouvel adulte prestataire. Par conséquent, certains jeunes peuvent présenter une durée consécutive supérieure à leur durée cumulative.

Enfant à charge

Personne qui ne doit pas être le parent d'un enfant à sa charge et qui doit dépendre, pour sa subsistance, soit d'un parent, soit d'un adulte qui en a la garde en vertu du jugement d'un tribunal. C'est une personne mineure, non mariée ou qui ne l'a jamais été, ou encore c'est une personne majeure qui fréquente un établissement scolaire et qui n'a pas de conjoint ou n'a jamais été mariée. Sont dénombrés ici les enfants présents dans les ménages prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours.

Estimations

Données arrondies à partir des données préliminaires pour refléter la situation du dénombrement « officiel » des prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours.

Ménage

Appellation générale désignant un adulte seul ou une famille avec ou sans enfants. Seuls les ménages ayant reçu, au cours du mois, une aide financière de dernier recours sont dénombrés.

Nés hors du Canada

Toute personne qui n'est pas née au Canada. Il s'agit de personnes ayant acquis la citoyenneté canadienne, de personnes en attente ou ayant obtenu le droit de résidence au Canada ou encore de revendicateurs du statut de réfugié.

Nouvelles admissions

Demandes d'aide, déposées au cours du mois, pour lesquelles les ménages ont été identifiés comme admissibles à l'attribution initiale. Les ménages peuvent recevoir ou non une aide financière pour le mois de la demande. Ils peuvent être admis pour la première fois ou encore effectuer un retour aux programmes d'aide financière de dernier recours.

Participant

Individu qui participe soit au Programme alternative jeunesse, soit à une mesure ou un service d'Emploi-Québec.

Prestataire

Personne dont la subsistance est assurée par l'aide financière de dernier recours. Par exemple, un couple avec trois enfants à charge représente cinq prestataires.

Prestation de base

Montant de base applicable à l'adulte seul ou au couple prestataire du Programme d'aide sociale.

Prestation de base Hébergés

Montant de base applicable à l'adulte hébergé admis dans un centre d'hébergement, d'accueil, hospitalier ou de réadaptation, de même qu'à un ex-détenu logé dans un établissement reconnu en vue de sa réinsertion sociale, que celui-ci soit prestataire du Programme d'aide sociale ou du Programme de solidarité sociale.

Prestation versée

Aide financière des programmes d'aide financière de dernier recours qui comprend la prestation de base, les allocations supplémentaires accordées selon le type de contraintes à l'emploi, les ajustements pour enfants à charge et pour la TVQ ainsi que les prestations spéciales. La prestation versée prend en compte également les éléments de réduction de l'aide versée, tels que les revenus et la valeur excédentaire des biens et avoirs liquides. Cette donnée apparaît à titre indicatif seulement et ne représente pas la dépense officielle du Ministère dans le cadre des programmes de base de sécurité du revenu. La Direction générale adjointe des ressources budgétaires, financières et matérielles (DGARBFMI) du Ministère assume le mandat de produire officiellement cette donnée.

Programme alternative jeunesse

Programme visant, sur une base volontaire, à soutenir les jeunes adultes âgés de moins de 25 ans qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle.

Programme d'aide et d'accompagnement social

Programme visant à permettre aux prestataires des programmes d'aide de dernier recours de recevoir, dans le cadre de projets particuliers, un soutien et un accompagnement personnalisés pour les aider à entreprendre une démarche favorisant leur participation active à la société et les préparer adéquatement à participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi afin d'accéder au marché du travail.

Programmes d'aide financière de dernier recours

Appellation générique qui permet de parler à la fois du Programme d'aide sociale et du Programme de solidarité sociale.

Programme d'aide sociale

Programme visant à accorder une aide financière de dernier recours aux personnes qui ne présentent pas de contraintes sévères à l'emploi. Il vise aussi à les encourager à exercer des activités favorisant leur intégration en emploi ou leur participation sociale et communautaire.

Programmes d'assistance sociale

Appellation générique qui permet de parler à la fois du Programme d'aide sociale, du Programme de solidarité sociale et du Programme alternative jeunesse, lequel est implanté depuis du 1^{er} avril 2007.

Programme de solidarité sociale

Programme visant à accorder une aide financière de dernier recours aux personnes qui présentent des contraintes sévères à l'emploi ainsi qu'à leurs conjoints. Ce programme vise également à favoriser l'inclusion et la participation sociale de ces personnes de même que leur contribution active à la société, avec le soutien et l'accompagnement qu'elles requièrent.

Revendicateurs du statut de réfugié

Désignent les ressortissants étrangers qui arrivent au Canada sans être passés par le processus régulier d'immigration, en revendiquant d'être reconnus comme réfugiés au sens de la Convention des Nations unies relative au statut des réfugiés, et qui veulent obtenir ainsi le droit d'établissement au Canada. Ce groupe comprend aussi les demandeurs d'asile qui ont été déboutés.

Scolarité

Correspond au niveau d'enseignement le plus élevé atteint. Cette information ne nous renseigne pas sur le ou les diplômes obtenus, ni sur le nombre d'années de scolarité complétées à l'intérieur de ce niveau.

Taux d'assistance sociale

Proportion de la population qui bénéficie d'un des programmes d'assistance sociale, à savoir le Programme d'aide sociale, le Programme de solidarité sociale et le Programme alternative jeunesse. Pour le Programme alternative jeunesse, on considère seulement les participants avec une allocation jeunesse. Pour éviter tout doublement dans le dénombrement de la clientèle des programmes d'assistance sociale, les participants au Programme alternative jeunesse qui, pour une même période, étaient aussi prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours sont comptabilisés juste une fois.

Types de contraintes à l'emploi

Les adultes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours sont répartis selon le programme et selon trois catégories liées à la contrainte à l'emploi : sans contraintes, contraintes temporaires et contraintes sévères.

Au Programme d'aide sociale :

- Les adultes sans contraintes sont ceux qui ne présentent aucune contrainte temporaire à l'emploi.
- Les personnes avec contraintes temporaires à l'emploi se retrouvent dans l'une des situations suivantes :
 - leur état de santé physique ou mentale les empêche, pour une période d'au moins un mois et de moins de 12 mois, de réaliser une activité d'intégration à l'emploi;
 - elles sont enceintes d'au moins 20 semaines;
 - elles ont à leur charge un enfant âgé de moins de cinq ans au dernier 30 septembre;
 - elles ont à leur charge un enfant affecté par un handicap physique ou mental et admissible au supplément pour enfant handicapé de la Régie des rentes du Québec;
 - elles ont atteint l'âge de 55 ans ou plus le mois précédent (sauf si elles font la demande de ne pas être classées « contrainte temporaire »);
 - elles se sont réfugiées dans une maison d'hébergement pour victimes de violence;
 - elles procurent des soins constants à une personne dont l'autonomie est réduite à cause de son état physique ou mental;
 - elles sont placées en résidence d'accueil;
 - elles sont responsables d'une résidence d'accueil reconnue en vertu de la Loi sur les services de santé et les services sociaux;
 - elles sont responsables d'un foyer d'accueil lié par un contrat de services avec le ministère de la Sécurité publique.

Au Programme de solidarité sociale :

- Les personnes avec contraintes sévères à l'emploi ont démontré, par un rapport médical, que leur état physique ou mental est affecté de façon significative, pour une durée permanente ou indéfinie.
- Les adultes sans contraintes sévères peuvent présenter une contrainte temporaire ou encore ne présenter aucune contrainte à l'emploi mais l'information précise sur leur type de contraintes à l'emploi n'est pas disponible dans les systèmes informatiques.

Aux programmes d'aide et d'accompagnement sociale on retrouve :

- Le programme *Devenir* qui vise à préparer adéquatement des personnes prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours à une participation aux mesures des services publics d'emploi et éventuellement à un retour sur le marché du travail. Sauf exception, la durée maximale de participation est de 12 mois.
- Le programme *Interagir* qui vise une meilleure intégration sociale de personnes pour qui l'accès au marché du travail ne peut être envisagé qu'à plus long terme. La clientèle visée est prioritairement celle des prestataires des programmes d'aide financière de dernier recours. La durée de participation est indéterminée et varie selon les besoins des participants.
- Le programme *Réussir* qui vise à faciliter l'accès aux études secondaires professionnelles ou postsecondaires pour des personnes reconnues comme ayant des contraintes sévères à l'emploi. Elles conservent ainsi leur droit à recevoir une aide financière du Programme de solidarité sociale en supplément du revenu qu'elles obtiendront du régime des prêts et bourses. La durée de participation varie selon la durée des études entreprises.

Types de diagnostics médicaux

Les adultes prestataires du Programme de solidarité sociale qui présentent des contraintes sévères à l'emploi sont regroupés selon plusieurs catégories de diagnostics médicaux :

- Contraintes d'ordre visuel;
- Contraintes d'ordre auditif ou au niveau de la parole;
- Contraintes au niveau intellectuel ou de l'apprentissage;
- Contraintes de l'ordre de la santé mentale;
- Contraintes d'ordre physique;
- Autres contraintes (exemple : présence d'une rente d'invalidité, adulte admis en hébergement).